



Pour Paris 8 !

L'association en marche !

Contrairement à ce qui a pu être dit ici ou là et contrairement à la politique de Madame Fioraso, de son cabinet et de la directrice de la DGSIP, Madame Bonnafous, l'association s'est imposée ces dernières semaines comme une des possibilités légitimes et viables dans le débat en cours sur les regroupements d'université, notamment en Ile-de-France.

Malgré les tentatives répétées, depuis trois mois, de plusieurs présidents d'universités et du cabinet de l'ex-Ministre – aujourd'hui Secrétaire d'Etat – pour faire croire que les critiques de sa politique n'étaient qu'une poignée d'enseignants ayant du temps à perdre (d'après les propos de Madame Fioraso sur LCI le 13 mai), plusieurs journaux ont rendu compte de la confrontation entre les positions qui s'opposent au sein des communautés universitaires.

Surtout, les débats se multiplient dans de nombreuses universités, où les différentes possibilités sont discutées lors de rencontres animées (comme à l'EHESS le 28 avril, et bientôt le 26 mai). A Paris Ouest, une AG réunie le 13 mai a même repris à son compte une motion contre le passage à la COMUE votée à l'unanimité par le conseil d'UFR de Droit et de Sciences politiques. A l'Est de Paris aussi, à Créteil comme à Marne-la-Vallée, la situation s'annonce plus ouverte qu'on pouvait le penser il y a encore quelque temps. Tout Paris II, y compris son président, a fait le choix de l'association et s'est retirée de la COMUE regroupant à l'origine Paris II, IV et VI. A Paris VII, la liste prônant l'association aux dernières élections a fait un score très élevé dans les secteurs LSHS et n'a été défaite que par le vote massif (95% !) de l'UFR de médecine en faveur de la liste prônant la COMUE. A Paris V, de nombreuses voix se font entendre dans le même sens, dont celle du fondateur de *Sauvons la recherche*, Alain Trautmann.

Par ailleurs, plusieurs sections du SNESUP-FSU (Paris Ouest, Paris I, Paris Est, etc.) ont déclaré publiquement leur opposition à tout passage précipité à la COMUE. Le SNESUP-FSU national a pris position le 13 mai 2014 en déclarant que « Les pressions ministérielles pour imposer des regroupements doivent cesser. Face à un calendrier intenable, le SNESUP-FSU demande un moratoire. » Rappelons aussi que *Sauvons l'université !* a, depuis janvier, critiqué les COMUE et soutenu le choix de l'association. Enfin, tout récemment, l'association QSF (Qualité de la science française) a pris position contre les COMUE. C'est donc un front large, divers et déterminé, à l'image de ce qui se passa au début de l'année 2009, qui s'est peu à peu formé contre la prétention de tous ceux qui veulent nous faire croire qu'il n'y a pas d'alternative. La matérialisation de cette coopération entre les partisans de l'association est le site qui vient d'être créé, où vous trouverez toutes les informations à la fois techniques, légales et militantes sur la question (<http://www.resau.fr/Resau.html>).

En ce qui concerne Paris 8, notre pétition a rassemblé plus de 270 signatures de collègues enseignants ou BIATSS (vous pouvez encore la signer en écrivant à pourparis8@gmail.com, en indiquant vos nom, prénom, département, formation ou service). Parallèlement, au sein de *Pour Paris 8 !* et en collaboration avec Paris Ouest, notamment avec sa section SNESUP, nous avons entrepris, comme nous l'avions annoncé, la rédaction d'un projet de convention d'association qui

a été discuté publiquement le 8 avril, dont nous allons diffuser une première version intégrale et que nous entendons mettre sur la table lors de la future discussion des statuts d'une éventuelle COMUE, en tant que contribution au débat contradictoire que nous réclamons, sans grands résultats, depuis des mois.

Nous ne sommes donc pas isolés dans notre refus des solutions hâtives et dangereuses. Nous sommes nombreux à considérer qu'il n'existe pas de COMUE indolore, fût-elle créée et dirigée avec les meilleures intentions du monde : sa nature même, les pouvoirs exorbitants qu'elle confère à un CA de moins en moins représentatif de la communauté universitaire, l'éloignement des centres de direction, la caporalisation par les cabinets ministériels sont là pour nous en convaincre, quelle que soit la prudence des statuts qui seraient votés. Nous savons aussi que le choix de la COMUE serait difficilement réversible : cela vaut au moins la peine de prendre le temps d'y réfléchir et de demander un moratoire sur le calendrier législatif contraint, comme l'a fait à sa façon le CNESE en adoptant en avril dernier une motion intersyndicale demandant que le calendrier de la mise en œuvre de la loi Fioraso soit modifié.

Enfin, une pétition nationale vient d'être lancée par les opposants à cette transformation irréversible des universités et *Pour Paris 8!* vous invite à la signer et à la faire signer massivement (<http://www.resau.fr/petitionresau/?petition=3>). Nul doute que le nombre de signatures aura des effets sur les votes à venir des conseils centraux. Le temps presse désormais : les votes auront lieu et les décisions seront prises entre le milieu du mois de juin et le milieu du mois de juillet.

Montrons collectivement dès aujourd'hui que nous rejetons les faux-semblants rassurants, les garanties peu crédibles, les informations univoques sans débat, les injonctions comminatoires des cabinets et de l'administration du Ministère, la précipitation avec laquelle on veut nous faire accepter des choix irrémédiables !